



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES ÉDITION AVRIL 2018

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 9,6 % de la population active au T4 2017. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,6 point. Fin décembre 2017, le département compte 70 790 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une hausse de 0,5 % par rapport à fin septembre 2017 (+ 350 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 104 500, en hausse de 0,5 % par rapport à fin septembre 2017 (+ 480 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 51 420 (-0,2 % par rapport à fin septembre 2017, soit -90 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 53 080 (+1,1 % par rapport à fin septembre 2017, soit +570 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 10 980 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+0,1 % par rapport à fin septembre 2017, soit +10 demandeurs d'emploi) et 29 960 séniors de 50 ans et plus (+1,4 % par rapport à fin septembre 2017, soit +410 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 44 040, en hausse de 3,2 % par rapport à fin septembre 2017 (+1 350 demandeurs d'emploi).

A la fin du T4 2017, les Alpes-Maritimes comptent 264 601 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 41 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 257 463 (-0,1 %, soit -220 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 7 138 (+3,8 %, soit +261 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 30 642 emplois salariés marchands y compris intérim, en hausse de 74 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) : +50 emplois hors intérim et +24 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 23 412, en hausse de 248 (+1,1 %) : +101 emplois hors intérim et +147 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 210 270, en baisse de 281 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) : -371 emplois hors intérim et +90 emplois intérimaires.

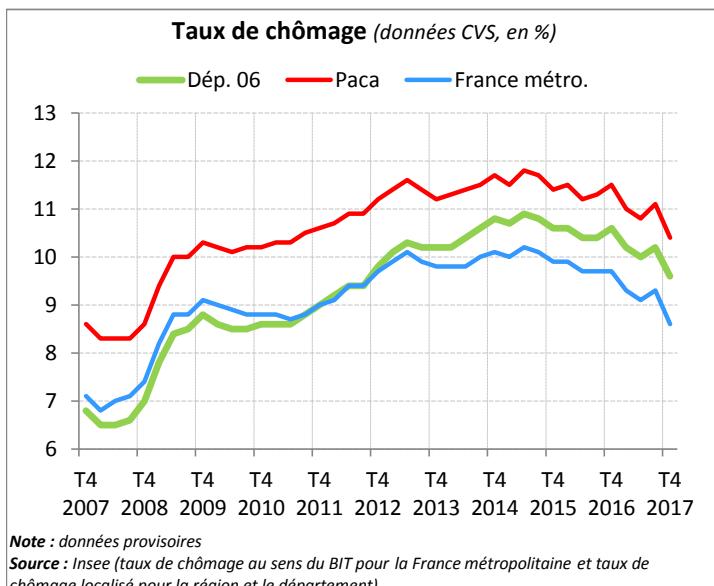
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 860 CUI, 44 emplois d'avenir et 274 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2017 (soit respectivement -539, -127 et +42 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T4 2017, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 1 914 bénéficiaires de CUI, 595 bénéficiaires d'emplois d'avenir et 391 bénéficiaires de CDDI (respectivement -1 429, -497 et +22 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2017 à janvier 2018, le département enregistre 3 555 contrats d'apprentissage, soit 142 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)					
Taux de chômage	9,6 %	T4 2017	-0,6 pt	T3 2017	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A	70 790	Fin décembre 2017	+ 350	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Hommes	35 940	Fin décembre 2017	- 200	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Femmes	34 850	Fin décembre 2017	+ 550	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Moins de 25 ans	7 740	Fin décembre 2017	+ 210	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
50 ans et plus	20 960	Fin décembre 2017	+ 210	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	104 500	Fin décembre 2017	+ 480	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Hommes	51 420	Fin décembre 2017	- 90	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Femmes	53 080	Fin décembre 2017	+ 570	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Moins de 25 ans	10 980	Fin décembre 2017	+ 10	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
50 ans et plus	29 960	Fin décembre 2017	+ 410	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Inscrits depuis un an ou plus	44 040	Fin décembre 2017	+ 1 350	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Inscrits depuis deux ans ou plus	22 450	Fin décembre 2017	+ 410	Fin septembre 2017	Pôle emploi, Dares
Entrées	31 300	T4 2017	-3,2 %	T3 2017	Pôle emploi, Dares
Sorties	31 240	T4 2017	+2,2 %	T3 2017	Pôle emploi, Dares
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié marchand	264 601	Fin T4 2017	+ 41	Fin T3 2017	Insee, Acoss-Urssaf, Dares
Industrie y compris intérim	30 642	Fin T4 2017	+ 74	Fin T3 2017	Insee, Acoss-Urssaf, Dares
Construction y compris intérim	23 412	Fin T4 2017	+ 248	Fin T3 2017	Insee, Acoss-Urssaf, Dares
Tertiaire marchand y compris intérim	210 270	Fin T4 2017	- 281	Fin T3 2017	Insee, Acoss-Urssaf, Dares
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)	860	T4 2017	- 539	T4 2016	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	1 914	Fin T4 2017	- 1 429	Fin T4 2016	ASP
Embauches en emploi d'avenir	44	T4 2017	- 127	T4 2016	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	595	Fin T4 2017	- 497	Fin T4 2016	ASP
Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)	274	T4 2017	+ 42	T4 2016	ASP
Stock de bénéficiaires de CDDI	391	Fin T4 2017	+ 22	Fin T4 2016	ASP
Nouveaux contrats d'apprentissage	3 555	Campagne juin 2017 - janvier 2018	- 142	Campagne juin 2016 - janvier 2017	Chambres consulaires, Direccte Paca, Dares

Chômage et demande d'emploi

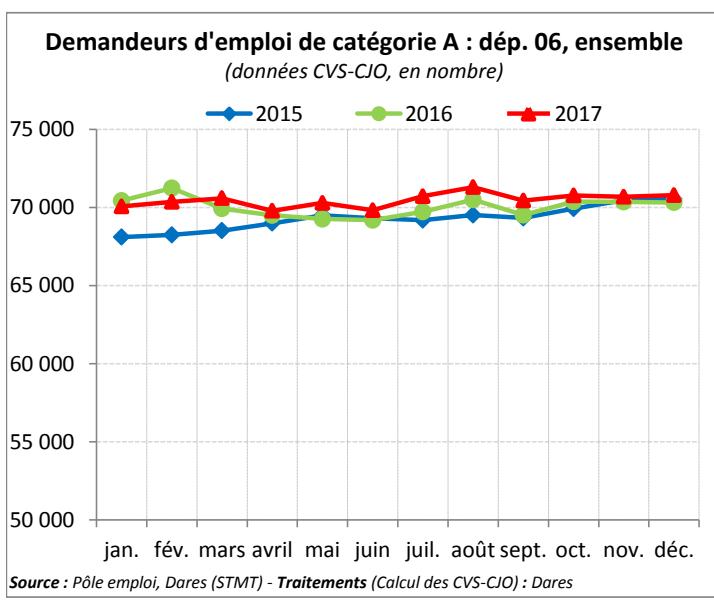
Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Taux de chômage



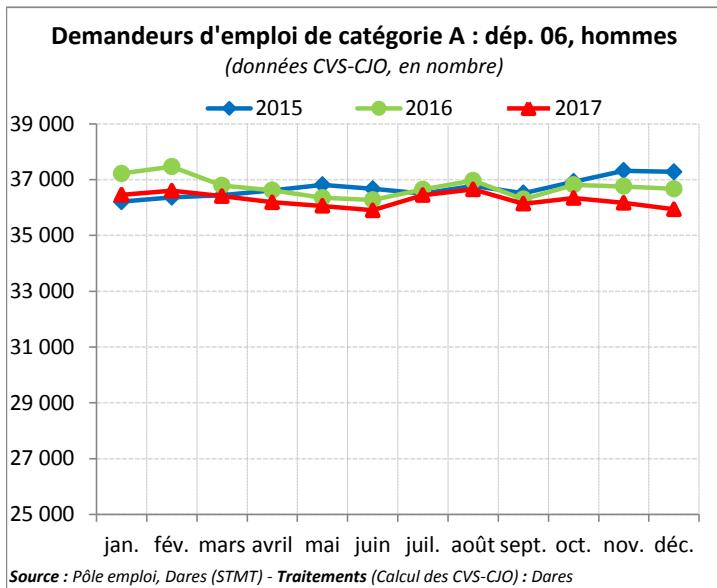
- Au T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 9,6 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,6 point. Sur un an, il diminue de 1,0 point.
- En Paca, le taux de chômage s'établit à 10,4 % de la population active au T4 2017. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,7 point. Sur un an, il diminue de 1,1 point.
- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 8,6 % de la population active au T4 2017. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,7 point. Sur un an, il diminue de 1,1 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 70 790. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 0,5 % (+ 350 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,7 % (+ 470 demandeurs d'emploi).
- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 327 760 fin décembre 2017, soit une stabilité par rapport à fin septembre 2017 (-100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,8 % sur un an (+2 580 demandeurs d'emploi).
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 451 400 fin décembre 2017, soit une baisse de 0,7 % par rapport à fin septembre 2017 (-24 200 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,5 % sur un an (-15 700 demandeurs d'emploi).

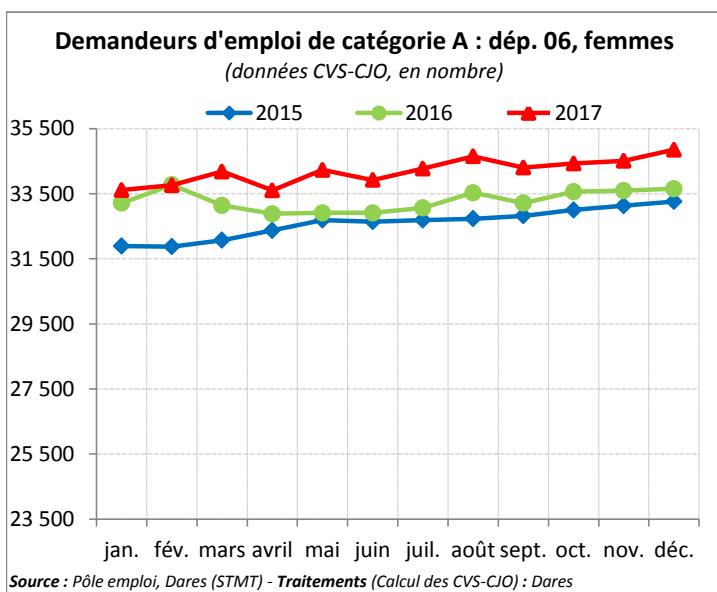
Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 35 940. Par rapport à fin septembre 2017, il est en baisse de 0,6 % (- 200 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 2,0 % (- 730 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 166 970 fin décembre 2017, soit une baisse de 1,0 % par rapport à fin septembre 2017 (- 1 760 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,8 % sur un an (- 3 080 demandeurs d'emploi).

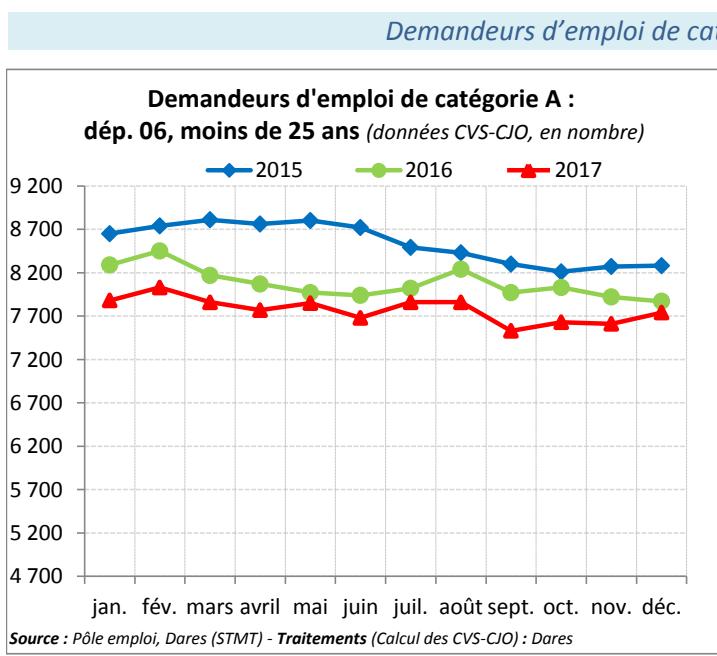
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 760 600 fin décembre 2017, soit une baisse de 1,5 % par rapport à fin septembre 2017 (- 26 900 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,6 % sur un an (- 46 300 demandeurs d'emploi).



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 34 850. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 1,6 % (+ 550 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,6 % (+ 1 200 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 160 790 fin décembre 2017, soit une hausse de 1,0 % par rapport à fin septembre 2017 (+ 1 660 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,6 % sur un an (+ 5 660 demandeurs d'emploi).

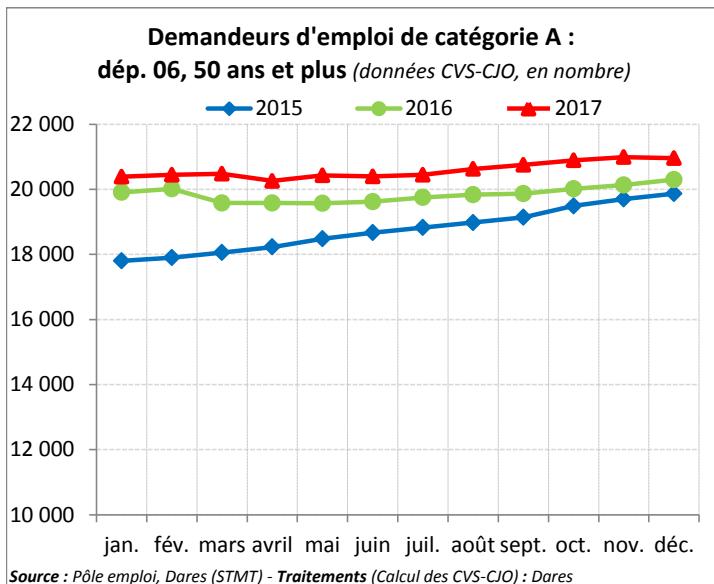
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 690 800 fin décembre 2017, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin septembre 2017 (+ 2 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,8 % sur un an (+ 30 600 demandeurs d'emploi).



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 7 740. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 2,8 % (+ 210 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,7 % (- 130 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 40 750 fin décembre 2017, soit une hausse de 1,6 % par rapport à fin septembre 2017 (+ 630 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,3 % sur un an (- 530 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 460 800 fin décembre 2017, soit une baisse de 0,3 % par rapport à fin septembre 2017 (- 1 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,5 % sur un an (- 16 700 demandeurs d'emploi).

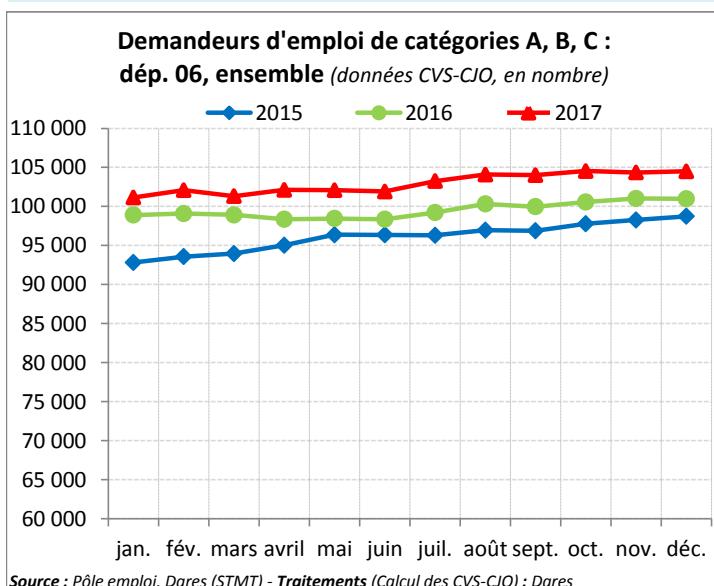


- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 20 960. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 1,0 % (+ 210 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,3 % (+ 660 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 91 150 fin décembre 2017, soit une hausse de 0,3 % par rapport à fin septembre 2017 (+ 240 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,3 % sur un an (+3 760 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 920 300 fin décembre 2017, soit une baisse de 0,1 % par rapport à fin septembre 2017 (- 800 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,6 % sur un an (+14 500 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

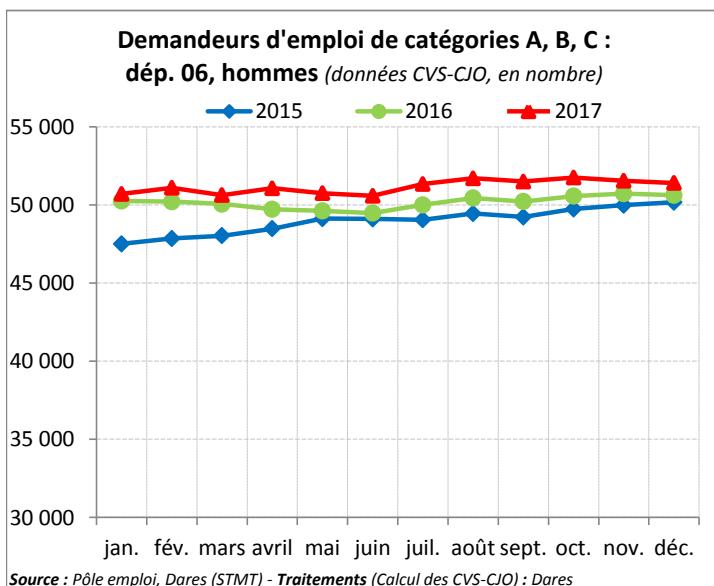


- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 104 500. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 0,5 % (+ 480 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,5 % (+3 520 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 498 840 fin décembre 2017, soit une hausse de 0,4 % par rapport à fin septembre 2017 (+2 060 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,9 % sur un an (+18 760 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 612 300 fin décembre 2017, soit une baisse de 0,1 % par rapport à fin septembre 2017 (-3 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,7 % sur un an (+148 500 demandeurs d'emploi).

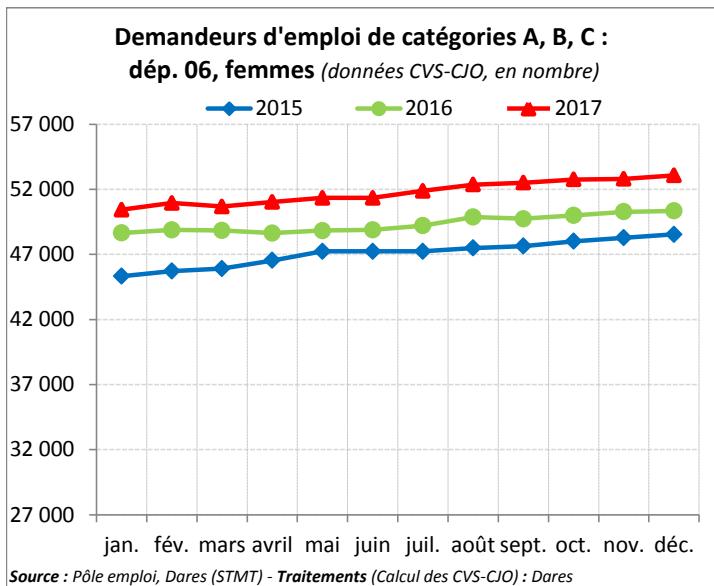
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 51 420. Par rapport à fin septembre 2017, il est en baisse de 0,2 % (- 90 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,6 % (+ 790 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 244 970 fin décembre 2017, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin septembre 2017 (-370 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,7 % sur un an (+4 130 demandeurs d'emploi).

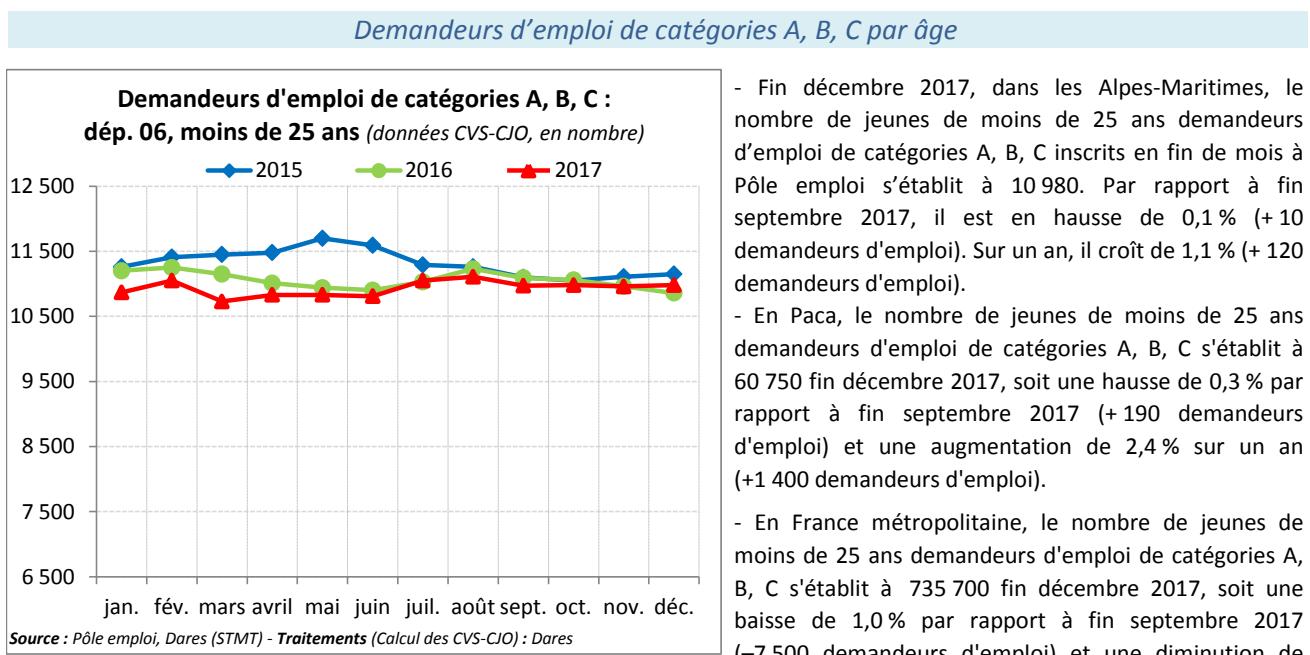
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 719 600 fin décembre 2017, soit une baisse de 0,6 % par rapport à fin septembre 2017 (-15 200 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,8 % sur un an (+20 500 demandeurs d'emploi).



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 53 080. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 1,1 % (+ 570 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,4 % (+2 730 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 253 870 fin décembre 2017, soit une hausse de 1,0 % par rapport à fin septembre 2017 (+2 430 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,1 % sur un an (+14 630 demandeurs d'emploi).

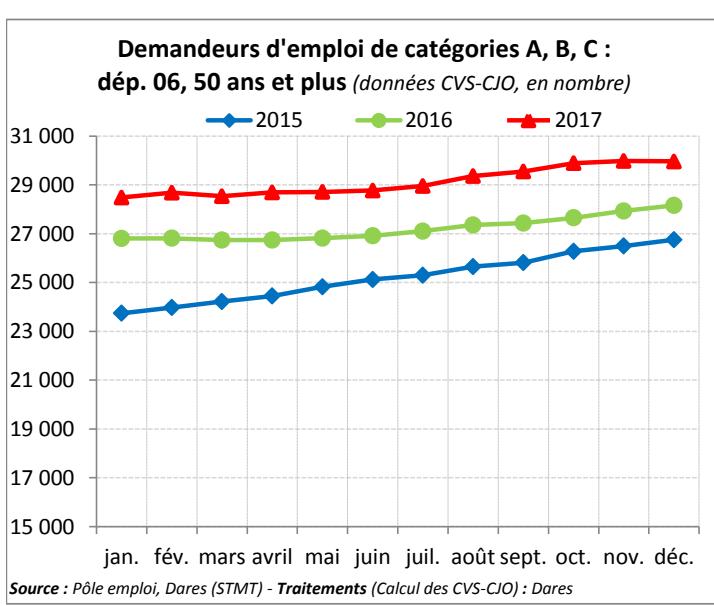
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 892 700 fin décembre 2017, soit une hausse de 0,4 % par rapport à fin septembre 2017 (+11 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,6 % sur un an (+128 000 demandeurs d'emploi).



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 10 980. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 0,1 % (+10 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,1 % (+120 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 60 750 fin décembre 2017, soit une hausse de 0,3 % par rapport à fin septembre 2017 (+190 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,4 % sur un an (+1 400 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 735 700 fin décembre 2017, soit une baisse de 1,0 % par rapport à fin septembre 2017 (-7 500 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,5 % sur un an (-3 800 demandeurs d'emploi).

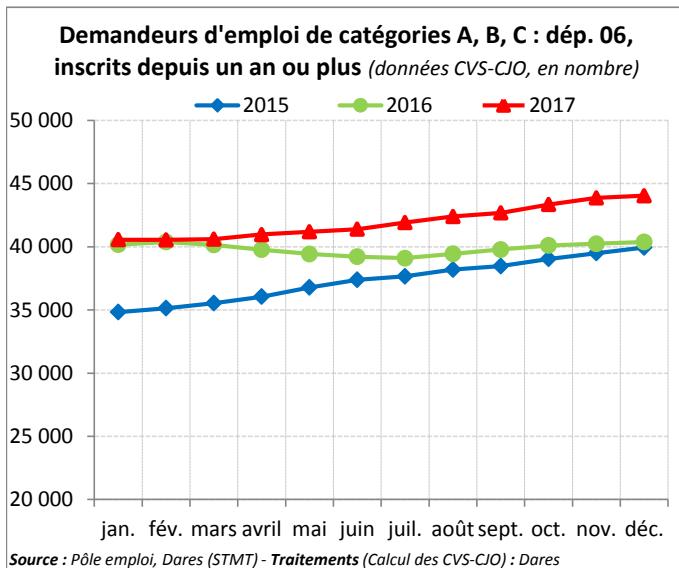


- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 29 960. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 1,4 % (+410 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,4 % (+1 800 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 132 350 fin décembre 2017, soit une hausse de 1,1 % par rapport à fin septembre 2017 (+1 450 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 7,2 % sur un an (+8 920 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 400 200 fin décembre 2017, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin septembre 2017 (+10 800 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,8 % sur un an (+64 700 demandeurs d'emploi).

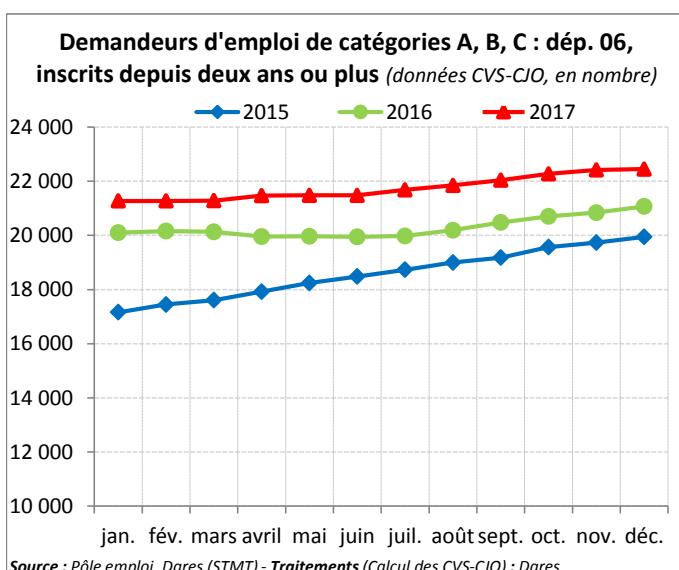
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 44 040. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 3,2% (+1 350 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 9,1% (+3 670 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 218 400 fin décembre 2017, soit une hausse de 2,4% par rapport à fin septembre 2017 (+5 040 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 9,1% sur un an (+18 190 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 530 900 fin décembre 2017, soit une hausse de 1,7% par rapport à fin septembre 2017 (+42 300 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,1% sur un an (+122 700 demandeurs d'emploi).



- Fin décembre 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 22 450. Par rapport à fin septembre 2017, il est en hausse de 1,9% (+410 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,5% (+1 380 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 114 050 fin décembre 2017, soit une hausse de 1,2% par rapport à fin septembre 2017 (+1 310 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,0% sur un an (+5 430 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 387 800 fin décembre 2017, soit une hausse de 0,5% par rapport à fin septembre 2017 (+6 500 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,0% sur un an (+27 300 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T4 2017	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	31 300	-3,2	-4,7
Paca	142 770	-3,8	-4,0
France métro.	1 583 000	-2,4	-4,0

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 3,2% par rapport au T3 2017. Sur un an, elles baissent de 4,7%.

- En Paca, les entrées sont en baisse de 3,8% au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 2,4% au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T4 2017	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	31 240	2,2	-3,0
Paca	141 450	1,3	-2,9
France métro.	1 582 700	1,3	-4,4

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 2,2% par rapport au T3 2017. Sur un an, elles baissent de 3,0%.

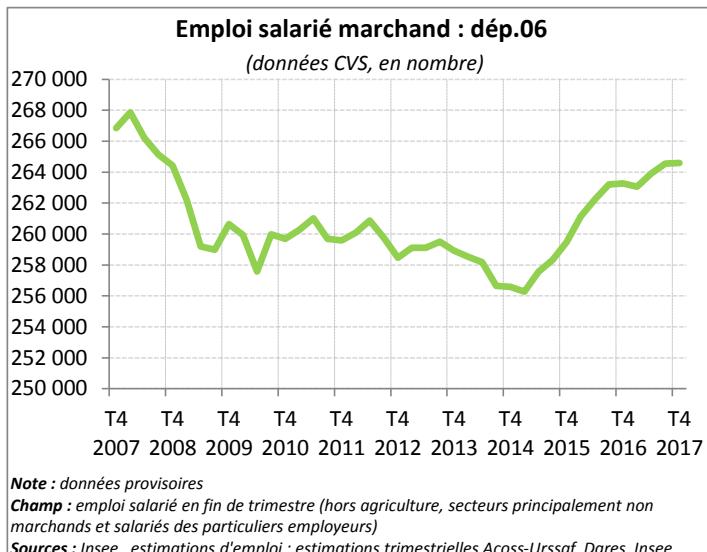
- En Paca, les sorties sont en hausse de 1,3% au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 1,3% au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Emploi

Emploi salarié marchand

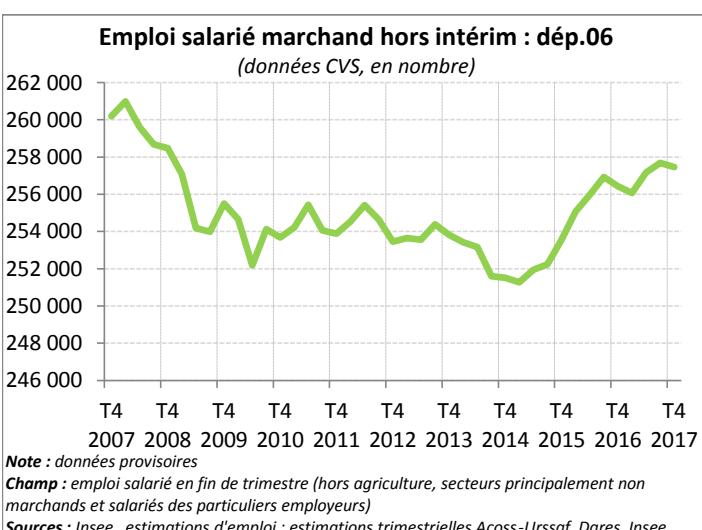
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T4 2017, les Alpes-Maritimes comptent 264 601 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 41 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 1 341 de plus qu'un an auparavant (+0,5 %).

- A la fin du T4 2017, Paca compte 1 145 985 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 3 737 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 14 932 de plus qu'un an auparavant (+1,3 %).

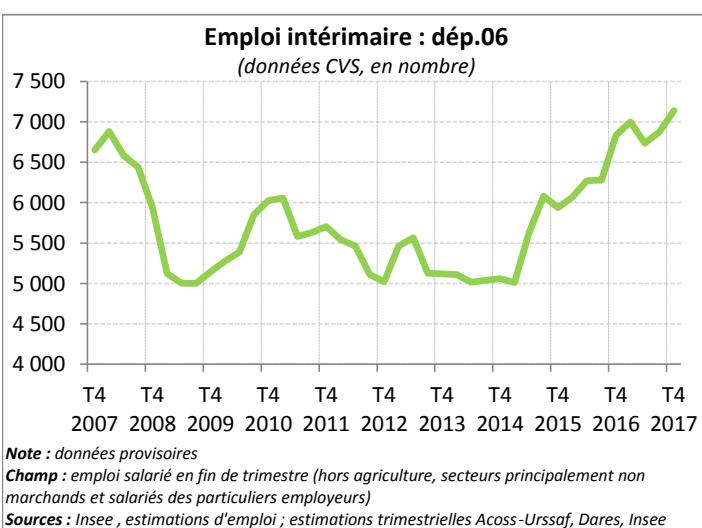
- A la fin du T4 2017, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 976 967. C'est 76 872 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,5 %) et 253 810 de plus qu'un an auparavant (+1,6 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 257 463 à la fin du T4 2017 dans les Alpes-Maritimes. C'est 220 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) et 1 035 de plus qu'un an auparavant (+0,4 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 101 508 à la fin du T4 2017. C'est 3 179 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 13 141 de plus qu'un an plus tôt (+1,2 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 15 240 472 à la fin du T4 2017. C'est 62 043 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 198 890 de plus qu'un an auparavant (+1,3 %).



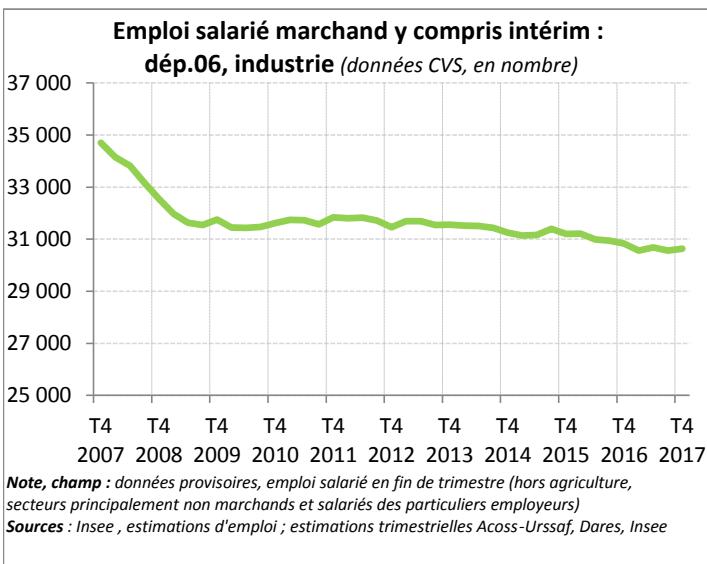
- A la fin du T4 2017, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 7 138 dans les Alpes-Maritimes. C'est 261 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+3,8 %) et 306 de plus qu'un an auparavant (+4,5 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 44 477 à la fin du T4 2017. C'est 558 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,3 %) et 1 791 de plus qu'un an auparavant (+4,2 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 736 495 à la fin du T4 2017. C'est 14 829 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+2,1 %) et 54 920 de plus qu'un an auparavant (+8,1 %).

Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

Depuis l'été 2017, l'Insee et la Dares publient des séries harmonisées du nombre d'intérimaires. Toutefois, contrairement à l'Insee qui continue de classer l'intérim intégralement dans le secteur marchand, le Sese de la Direccte Paca fait le choix de réaffecter chaque intérimaire à son secteur d'activité employeur et publient des séries d'emploi y compris intérim : pour chaque secteur d'activité, les effectifs hors intérim publiés par l'Insee sont ajoutés aux effectifs intérimaires produits par la Dares.



- A la fin du T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 30 642. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 74 (+0,2 %) : +50 emplois hors intérim et +24 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 188 (-0,6 %).

- A la fin du T4 2017, Paca compte 164 892 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2017, ce nombre augmente de 601 (+0,4 %) : +456 emplois hors intérim et +145 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 5 (+0,0 %).

- A la fin du T4 2017, la France métropolitaine compte 3 410 359 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2017, ce nombre augmente de 12 840 (+0,4 %) : +6 064 emplois hors intérim et +6 776 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 18 238 (+0,5 %).

- A la fin du T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 23 412. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 248 (+1,1 %) : +101 emplois hors intérim et +147 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 425 (+1,9 %).

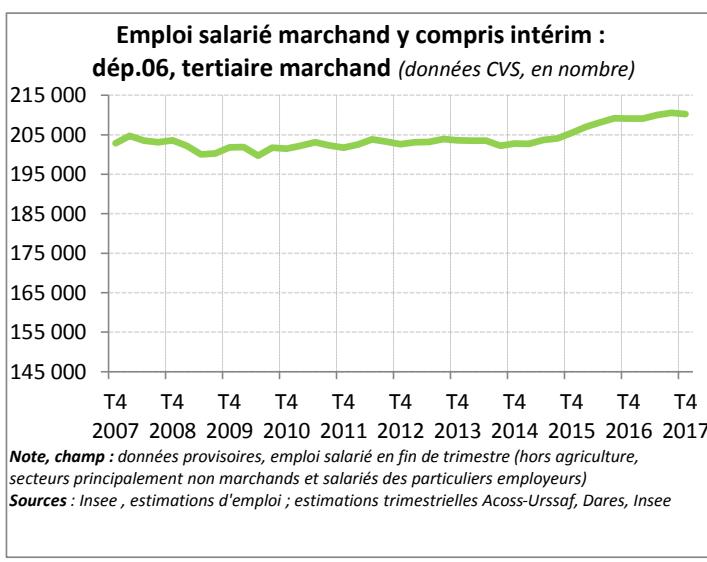
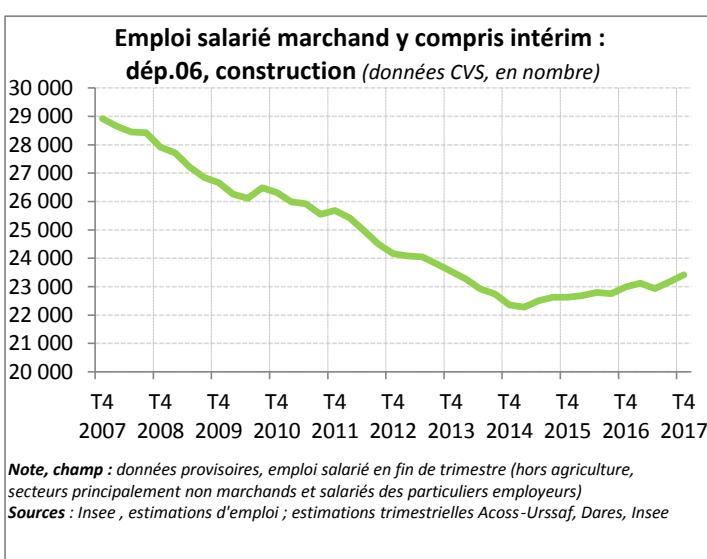
- A la fin du T4 2017, Paca compte 112 074 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2017, ce nombre augmente de 853 (+0,8 %) : +815 emplois hors intérim et +38 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 2 452 (+2,2 %).

- A la fin du T4 2017, la France métropolitaine compte 1 463 059 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2017, ce nombre augmente de 14 305 (+1,0 %) : +12 844 emplois hors intérim et +1 461 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 34 935 (+2,4 %).

- A la fin du T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le secteur tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 210 270. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 281 (-0,1 %) : -371 emplois hors intérim et +90 intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 172 (+0,6 %).

- A la fin du T4 2017, Paca compte 867 316 salariés dans le secteur tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2017, ce nombre augmente de 2 328 (+0,3 %) : +1 908 emplois hors intérim et +420 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 12 340 (+1,4 %).

- A la fin du T4 2017, la France métropolitaine compte 11 084 623 salariés dans le secteur tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2017, ce nombre augmente de 49 809 (+0,5 %) : +43 135 emplois hors intérim et +6 674 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 199 148 (+1,8 %).



Politiques d'aide à l'emploi

Contrats uniques d'insertion (CUI)

Embauches en CUI (*y compris reconductions*)

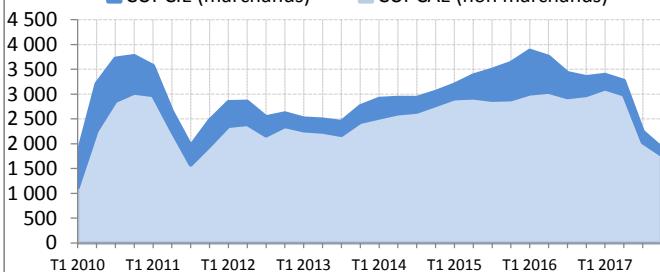
		T4 2017	T4 2016
Dép. 06	CUI	860	1 399
	CUI-CAE (non marchands)	860	1 290
	CUI-CIE (marchands)	0	109
Paca	CUI	3 841	9 412
	CUI-CAE (non marchands)	3 770	8 409
	CUI-CIE (marchands)	71	1 003
France métro.	CUI	28 738	73 751
	CUI-CAE (non marchands)	28 134	66 965
	CUI-CIE (marchands)	604	6 786

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares

Stock* de bénéficiaires de CUI : dép.06

■ CUI-CIE (marchands) ■ CUI-CAE (non marchands)



*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares

- Au cours du T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, 860 CUI sont signés ou reconduits, soit 539 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 3 841 CUI sont signés ou reconduits au cours du T4 2017, soit 5 571 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 28 738 CUI sont signés ou reconduits au cours du T4 2017, soit 45 013 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- A la fin du T4 2017, les Alpes-Maritimes comptent 1 914 bénéficiaires de CUI (dont 93 % dans le secteur non marchand), soit 1 429 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 11 959 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T4 2017, soit 12 155 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 169 952 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T4 2017, soit 88 057 de moins qu'un an auparavant.

Emplois d'avenir (EAV)

Embauches en emploi d'avenir (*y compris reconductions*)

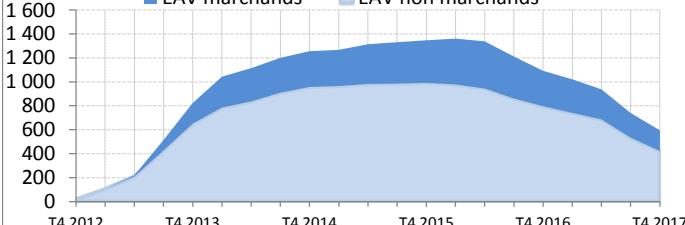
		T4 2017	T4 2016
Dép. 06	EAV	44	171
	EAV non marchands	44	148
	EAV marchands	0	23
Paca	EAV	271	1 310
	EAV non marchands	259	1 097
	EAV marchands	12	213
France métro.	EAV	2 639	13 076
	EAV non marchands	2 471	10 536
	EAV marchands	168	2 540

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares

Stock* de bénéficiaires d'emplois d'avenir : dép.06

■ EAV marchands ■ EAV non marchands



*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares

- Au cours du T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, 44 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 127 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 271 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T4 2017, soit 1 039 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 2 639 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T4 2017, soit 10 437 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- A la fin du T4 2017, les Alpes-Maritimes comptent 595 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 71 % dans le secteur non marchand), soit 497 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 4 762 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T4 2017, soit 3 307 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 57 594 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T4 2017, soit 37 348 de moins qu'un an auparavant.

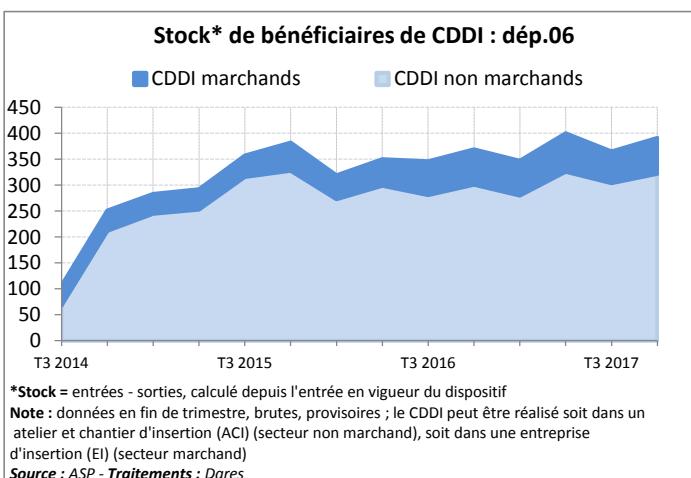
Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

Embauches en CDDI (*y compris reconductions*)

		T4 2017	T4 2016
Dép. 06	CDDI	274	232
	CDDI non marchands	230	189
	CDDI marchands	44	43
Paca	CDDI	2 240	2 239
	CDDI non marchands	1 881	1 835
	CDDI marchands	359	404
France métro.	CDDI	35 888	35 480
	CDDI non marchands	27 931	27 524
	CDDI marchands	7 957	7 956

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

Source : ASP - Traitements : Dares



- Au cours du T4 2017, dans les Alpes-Maritimes, 274 CDDI sont signés ou reconduits, soit 42 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 2 240 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2017, soit 1 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

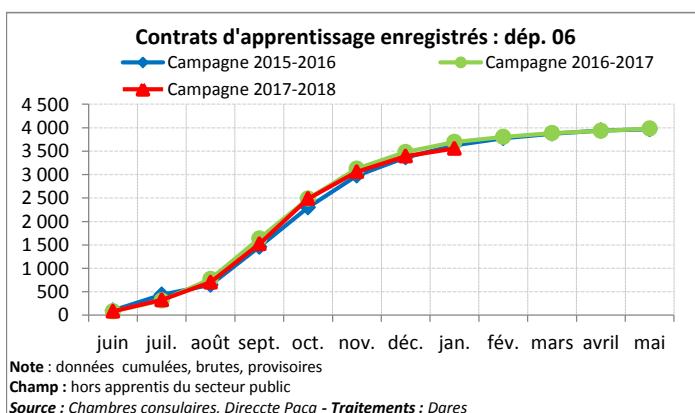
- En France métropolitaine, 35 888 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T4 2017, soit 408 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- A la fin du T4 2017, les Alpes-Maritimes comptent 391 bénéficiaires de CDDI (dont 82 % dans le secteur non marchand), soit 22 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 3 828 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T4 2017, soit 179 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 59 686 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T4 2017, soit 655 de moins qu'un an auparavant.

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2017 à janvier 2018, les Alpes-Maritimes enregistrent 3 555 contrats d'apprentissage, soit 142 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 18 261 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2017 à janvier 2018, soit 159 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 267 138 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2017 à janvier 2018, soit 11 311 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois* par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

***Dès 2018, les publications communes Dares-Pôle Emploi (au niveau national) et Direccte-Pôle Emploi (au niveau régional) seront trimestrielles et présenteront la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi. Cette modification sera impactée à partir des données du 1er trimestre 2018 dans les synthèses départementales.**

Définitions : Emploi

À partir des résultats du 1er trimestre 2017, soit depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires. Grâce à cet indicateur, il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, le Service études, statistiques et évaluation (Sese) de la Direccte Paca utilise cet indicateur pour obtenir une série d'emploi y compris intérim. Aux effectifs intérimaires produits par la Dares, sont ajoutés, pour chaque secteur d'activité, les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui continue de classer l'intérim en totalité dans le secteur marchand. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes dans cette note sont différentes de celles publiées par l'Insee.

Attention : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion (CUI)** : entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans ou plus et les bénéficiaires de minima sociaux.

Ils se déclinent en deux volets : le **Contrat initiative emploi (CUI-CIE)** dans le secteur marchand, et le **Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)** dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 10 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) ou une zone de revitalisation rurale (ZRR). Crées en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'Etat. En conséquence, pour les **Ateliers et chantiers d'insertion (ACI)**, le recours aux contrats aidés a pris fin au 1^{er} juillet 2014 et le CUI-CAE est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une **Entreprise d'insertion (EI)**.

- Les **Contrats d'apprentissage** : contrats de travail en alternance conclus entre un employeur et un salarié. L'objectif est de permettre à un jeune âgé de 16 à 25 ans de suivre une formation générale, technologique et pratique, en vue d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié.

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée déterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

- [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)
- [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr et Virginie Meyer virginie.meyer@direccte.gouv.fr